

Colère des agriculteurs : et si une véritable transition écologique était la solution ?

Pauline Moullot

Ce ne sont pas les normes environnementales mais le dérèglement climatique et ses conséquences qui minent la profession. Pour sortir de la crise, donner les moyens aux agriculteurs d'opérer une véritable transition écologique peut être une solution.

Après quinze jours de barrages étendus à toute la France, le « blocus » de Paris et des premières mesures annoncées qui n'ont pas calmé la colère des agriculteurs, le règlement de la crise pourrait désormais se jouer à Bruxelles. Outre la question du revenu, centrale et unanime dans les revendications des paysans, un point attise la colère d'une partie des plus productivistes : le verdissement de l'agriculture européenne et les réglementations qui vont avec, devenues emblématiques du « trop de normes » dont se plaignent les syndicats majoritaires.

Pourtant, une autre agriculture, plus durable et résiliente, pourrait répondre au mal-être social et économique de la profession. Les rapports scientifiques qui le démontrent se multiplient : l'agriculture a un rôle central à jouer dans la transition environnementale. Et la mise en place de ce qu'on appelle l'agroécologie, nécessaire pour protéger la biodiversité et la ressource en eau et faire face au dérèglement climatique, pourrait être compatible avec un meilleur revenu et une meilleure qualité de vie pour les agriculteurs. A condition qu'ils soient accompagnés.

Mercredi, avant même l'arrivée du ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, à Bruxelles, la Commission européenne a annoncé des avancées sur plusieurs points suscitant la colère d'une partie des agriculteurs des Vingt-Sept, avec la mise en place de « mesures de sauvegarde » sur les importations ukrainiennes et d'une dérogation « partielle » pour 2024 sur les jachères. Avant la visite à Bruxelles d'Emmanuel Macron jeudi, l'Elysée s'est félicité que la Commission ait « répondu aux demandes de la France ».

Un Pacte vert « fondamentalement décroissant »

Explosif, le sujet des normes environnementales ne pourra être rayé d'un coup de crayon. Pas plus que leur suppression ne résoudrait l'ensemble des problèmes du monde agricole. Dans cette affaire, l'incompréhension remonte à plusieurs années. Dès son lancement en 2019, le Pacte vert européen et sa déclinaison agricole « ont heurté la majorité » du secteur, rappelle Pierre-Marie Aubert, directeur du programme « Politiques agricoles et alimentaires » à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). Même si la majorité des textes qui en découlent n'ont pas été adoptés, « l'esprit du texte a été vu comme fondamentalement décroissant » par ses détracteurs. Qui, pour certains, jouent la surenchère face à l'épouvantail écolo. Le poids des normes environnementales sur l'activité quotidienne des exploitants doit en effet être relativisé. Pour Benoît Grimonprez, professeur en droit rural à l'Université de Poitiers, si un certain nombre de règles (relatives à la qualité des produits) ont été « intégrées au logiciel de production des agriculteurs, ils ont plus de mal avec celles perçues comme limitant leur liberté de produire. Donc ils se focalisent sur les normes environnementales ».

Selon le spécialiste, les réglementations sur l'irrigation et les pesticides cristallisent la colère. L'abandon d'Ecophyto, le plan français de réduction des pesticides et des zones de non-traitement, fait d'ailleurs partie des revendications actuelles de la FNSEA, tandis que le gouvernement a annoncé vendredi des mesures de simplification pour la construction des ouvrages de stockage d'eau. Autre raison du malaise : les « injonctions contradictoires » de la société et du pouvoir politique, qui demandent aux agriculteurs de produire mieux, mais en grande quantité et moins cher.

« Les normes sont des mesures de protection »

Pourtant, si tous les acteurs du monde agricole s'accordent sur le besoin de simplifier les démarches administratives, une partie d'entre eux défendent certaines normes environnementales. Ainsi, le règlement européen sur l'usage durable des pesticides découlant du Pacte vert, torpillé au Parlement par les conservateurs en novembre, aurait permis «de réduire les pesticides et d'avoir une norme commune, qui évitait la mise en concurrence. Une fois pour toutes, on aurait eu une vraie réciprocité, défend Laurence Marandola porte-parole de la Confédération paysanne. Moins de règles, c'est plus de libre-échange. Beaucoup sont à adapter et simplifier, mais les normes sont des mesures de protection par rapport à un marché décomplexé.»

Sur le papier, un système plus autonome rend les exploitations plus résilientes face au dérèglement climatique et aux hausses de charges, à l'origine de la contestation aujourd'hui. Encore faut-il les accompagner. «Même les agriculteurs qui sont dans un système vertueux souffrent de la crise. Mais changer les pratiques peut rendre moins vulnérable [...] La question, c'est comment on rémunère correctement les agriculteurs ?» analyse Christian Couturier directeur de Solagro, organisme qui fait du conseil en ingénierie pour accompagner les agriculteurs vers leur transition écologique. Selon une note de France Stratégie de 2020 (avant la crise du bio), les résultats des exploitations agroécologiques sont en moyenne supérieurs à ceux des fermes conventionnelles.

«Une vraie volonté»

Dans sa grande majorité, le monde paysan est prêt à amorcer une transition, selon une enquête qui doit prochainement sortir sur le sujet. Si le modèle agricole n'évolue pas, il risque en effet de subir davantage la hausse des températures, des aléas climatiques et du manque d'eau. «On constate une vraie volonté [chez les agriculteurs] de faire évoluer les pratiques mais il y a un manque d'accompagnement et de moyens financiers», souligne Laurence Marandola. Son syndicat porte deux mesures principales dans le mouvement de fronde actuel : une revalorisation du revenu qui passe par une interdiction des ventes en dessous des prix de revient et la fin des accords de libre-échange.

«On n'a pas d'autre choix que de faire une transition aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si les manifestations sont parties d'Occitanie, confrontée au manque d'eau et aux événements climatiques», souligne Mathieu Courgeau, éleveur et coprésident du collectif Nourrir, qui plaide pour une refonte du système agricole et alimentaire. Problème : aujourd'hui, «le modèle de transition agricole souhaité par la société n'est pas financé [...] Les agriculteurs ne peuvent pas la porter sur leurs épaules», ont ainsi résumé les paysans bio au lendemain des premières annonces du gouvernement.

Pierre-Marie Aubert, de l'Iddri, abonde : «Ce qui rend le Pacte vert difficile à avaler, c'est que la Commission a sous-estimé l'importance des défis économiques liés aux transformations proposées. Ce qui manque fondamentalement aux agriculteurs, c'est un cap, de la lisibilité. Il faut remettre de la complexité économique dans le raisonnement écologique.» Toutefois, alerte Benoît Grimonprez, «les incitations financières pour modifier ses pratiques ne seront jamais aussi rentables que l'agriculture intensive, par rapport au changement que cela implique. Il faut aussi y ajouter un minimum de contraintes.» Une balance dont l'équilibre précaire semble de plus en plus menacé.